



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Mai 2026

Sommaire

Focus – Energies renouvelables	3
Faits saillants	5
POLOGNE	5
HONGRIE	9
TCHÉQUIE	9
SLOVAQUIE	13
LITUANIE	16
LETTONIE	17
ESTONIE	19
Agenda	20

83%

**Consommation
lituanienne couverte
par des énergies
renouvelables
(solaire et éolien)**

Avril 2026

Focus – Energies renouvelables

Pologne : ENGIE rachète le parc éolien de Kamionka

Avec l'achat du parc éolien de Kamionka, d'une capacité de 30 MW, ENGIE étend sa présence sur le marché polonais des infrastructures bas carbone. Ce nouvel actif complète ses capacités solaires et éoliennes, illustrant la stratégie du groupe pour répondre à l'accélération de la transition énergétique et à la hausse des besoins en énergie propre en Pologne.

Plus d'informations : [Wysokie Napiecia](#)

Hongrie : de nouvelles unités de stockage

MVM Zöld Generáció, filiale du groupe public MVM, a mis en service une unité de stockage par batterie de 10 MW près de la frontière autrichienne, combinant des batteries lithium-ion et une production éolienne. Le projet, d'un montant de 3 Mds HUF (7,8 M€), a bénéficié de 1,35 Mds (5,2 M€) de soutien de l'UE.

Plus d'informations : [CEEnergy](#)

Alteo, filiale du groupe MOL, a mis en service une sixième unité de stockage par batterie près de Győr, d'une capacité d'environ 20 MWh. Le projet, d'un montant de 2,69 Mds HUF (7,4 M€), a bénéficié de 863 M (2,37 M€) de soutien RFF dans le cadre du Mécanisme de relance et de résilience de l'Union européenne.

Plus d'informations : [CEEnergy](#)

Lituanie : 13M€ pour le programme solaire pour les particuliers

Le gouvernement lituanien poursuit sa politique d'autoproduction lancée en 2022 en allouant 13 M€ au programme solaire pour les particuliers, déjà actif en 2025, année où 52 000 ménages ont installé des panneaux solaires. Gérées par l'agence des projets environnementaux (APVA), ces aides, de 170 € à 221 €/kWh soutiennent le plan énergétique national pour un déploiement local des renouvelables à moindre coût, tout en impliquant davantage les ménages dans la transition énergétique.

Plus d'informations : [Ministry of Energy of the Republic of Lithuania](#)

Estonie : chute des prix de l'électricité

En avril, les prix de l'électricité ont chuté de 11,4% par rapport à mars pour atteindre 5,4c€/kWh. Ce recul est dû à une météo clémente et à une production renouvelable massive (éolien, solaire et hydroélectricité lettone), qui a divisé par dix la part des énergies fossiles dans la région depuis le début de l'année.

L'éolien et le solaire ont assuré, en avril, 83% de la consommation de la Lituanie, pays qui fournit 78% de l'énergie éolienne balte. Cependant, malgré cette stabilisation printanière et automnale des prix, le manque de stockage flexible – comme les batteries industrielles en essor en Estonie - maintient une volatilité saisonnière.

Les tarifs de mai fluctueront selon le solaire le jour, et selon la demande, les importations scandinaves et les conditions éoliennes et de l'hydroélectricité lettone la nuit. La production de cette dernière diminue généralement à cette période avec la fin des crues printanières.

Plus d'informations : [Enefit](#)

Tchéquie : accélération des projets renouvelables

Le 13 avril, le gouvernement tchèque a engagé une réforme de la loi sur la construction visant à accélérer les procédures d'autorisation, notamment pour les projets d'énergies renouvelables. En parallèle, une proposition de zones d'accélération (ZOZE) pour l'éolien et le

photovoltaïque a été présentée, conformément à la directive RED III. Ce périmètre, réduit à 474 km² (0,6% du territoire) sur 94 zones après évaluation environnementale, simplifie les procédures sans supprimer les autorisations. L'adoption est prévue fin août 2026, après consultation publique.

Plus d'informations : communiqué [MZP](#), article [Oenergetice](#)

La commune de Zivotice, dans la région de Plzen, a organisé le 11 avril un référendum local concernant un projet éolien d'environ 4,2 MW et de plus de 160 m de hauteur, porté par V.E Dozice. Les habitants ont approuvé le projet par 24 voix contre 16, ouvrant la voie à la préparation du dossier et à l'évaluation environnementale. Le cas illustre l'importance croissante de l'acceptabilité locale dans le développement de l'éolien terrestre en Tchéquie, l'investisseur ayant proposé une contribution annuelle à la commune et des avantages énergétiques pour les ménages.

Plus d'informations : article [Oenergetice](#)

Slovaquie : essor rapide du biométhane

En un mois, deux unités de production de biométhane ont été ouvertes en Slovaquie, portant le parc slovaque à quatre unités de biométhane (contre une centaine de biogaz). L'ancienne unité de biogaz d'Ožďany a été transformée en unité de biométhane, avec un budget de 4M€ (dont 1,5 M€ issus du Plan de relance et de résilience). Elle a été raccordée au réseau de distribution de gaz en avril et fournit 4 M m³ de biométhane par an (ou 100 MWh/jour) pour 2400 foyers. En mai, l'unité d'Horovce (Ouest) a été ouverte. Il s'agit de la plus grande centrale de biométhane du pays avec une production d'environ 150 MWh/jour.

Faits saillants

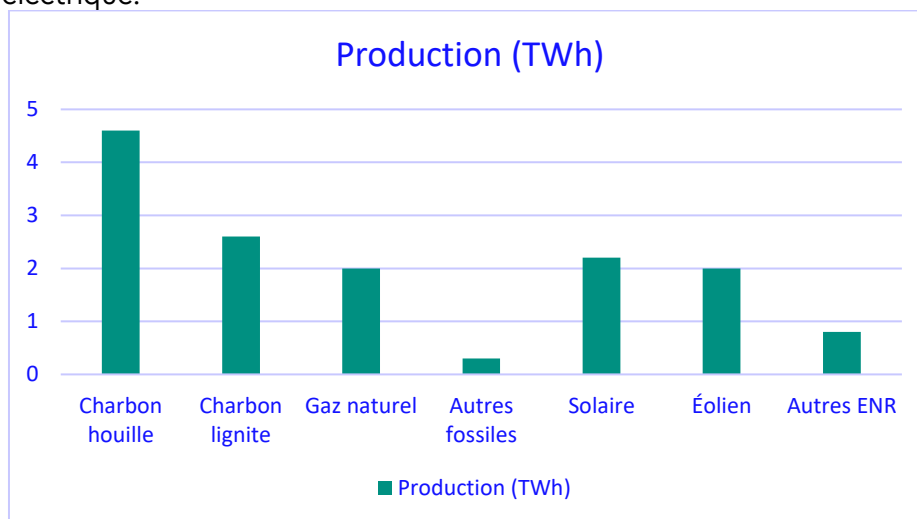
POLOGNE

Energie

- électricité

En avril 2026, le marché électrique polonais a enregistré un record de 100 heures de prix négatifs sur le marché spot, signe d'une production renouvelable croissante que le réseau peine encore à intégrer pleinement. Dans le même temps, la part du charbon dans la production d'électricité est tombée à 50,3 %, l'un des niveaux les plus bas observés en Pologne, tandis que les renouvelables ont représenté 34,4 % du mix électrique national. L'éolien poursuit sa progression avec 2 TWh produits (+13,8 % sur un an), alors que le photovoltaïque atteint 2,2 TWh. Malgré un recul structurel, le charbon reste néanmoins la première source de production du pays avec 7,2 TWh (houille + lignite).

Entre janvier et avril 2026, les réductions forcées de production renouvelable ont atteint 344 GWhs, soit une hausse de plus de 30 % sur un an. Cette évolution illustre les tensions croissantes sur le système électrique polonais et met en évidence le besoin d'investissements supplémentaires dans le stockage d'énergie, la flexibilité du réseau et les infrastructures de transport électrique.



Plus d'informations : [Forum energii](#)

- nucléaire

La signature du contrat EPC pour la première centrale nucléaire de Pologne ne sera pas conclue d'ici la fin du deuxième trimestre 2026, contrairement au calendrier initial. Les discussions avec les partenaires américains Bechtel et Westinghouse se heurtent encore sur plusieurs points sensibles, notamment les plafonds de responsabilité des contractants et le niveau des compensations en cas de litige. Les autorités polonaises précisent toutefois que ce report contractuel ne remet pas en cause le calendrier global du projet. Un accord transitoire est déjà en place afin de permettre la poursuite des travaux préparatoires et d'éviter tout retard dans la phase de construction.

Plus d'informations : [Business Insider Polska](#)

- gaz

Le régulateur polonais de l'énergie a approuvé une augmentation de la capacité de transport de gaz vers l'Ukraine via l'interconnexion Hermanowice, renforçant ainsi le rôle de la Pologne comme corridor gazier régional. Cette décision doit permettre d'accroître les volumes pouvant être acheminés vers le marché ukrainien, dans un contexte où Kiev poursuit sa stratégie de diversification des approvisionnements et de réduction de sa dépendance aux

infrastructures russes. Cette évolution confirme également l'importance croissante des infrastructures gazières polonaises dans la sécurité énergétique régionale. Grâce au terminal GNL de Świnoujście, au gazoduc Baltic Pipe et au développement des interconnexions, la Pologne cherche à se positionner comme hub énergétique pour l'Europe centrale et orientale. Pour le marché, cette décision illustre la poursuite de l'intégration énergétique régionale autour des flux nord-sud et pourrait soutenir à moyen terme les investissements dans les capacités de transport, de stockage et les infrastructures transfrontalières.

Plus d'informations : [WNP](#)

- chauffage

ENGIE Services a signé un accord pour racheter la majorité du capital de l'entreprise exploitant la centrale de cogénération et le réseau de chaleur de Milicz, en Basse-Silésie. Cette opération s'inscrit dans la stratégie du groupe visant à développer des infrastructures énergétiques locales plus propres et plus efficaces en Pologne. Le site alimente une ville d'environ 12 000 habitants via 12 km de réseau. Mis en service en 2012-2013, il fonctionne au gaz naturel en cogénération (production simultanée de chaleur et d'électricité), avec une puissance d'environ 13 MWh et plus de 9 MWe. En 2024, l'installation a produit 18,7 GWh de chaleur et près de 20 GWh d'électricité. Après finalisation, Milicz deviendra la troisième chaufferie d'ENGIE en Pologne opérant sans charbon, aux côtés des sites déjà décarbonés de Słupsk et Złotów. Cette acquisition confirme la dynamique de transformation du portefeuille d'ENGIE sur le marché polonais et son positionnement sur les réseaux de chaleur bas carbone.

Plus d'informations : [Cire.pl](#)

- Port Polska (ex CPK)

CPK a annoncé que six groupements et entreprises ont manifesté leur intérêt pour la construction du premier tronçon de la future ligne ferroviaire à grande vitesse en Pologne. Le projet concerne la section entre Varsovie et Łódź, axe stratégique du futur réseau TGV destiné à relier les principales métropoles du pays. L'intérêt de plusieurs grands acteurs du secteur confirme l'importance et l'attractivité du programme ferroviaire polonais, qui représente l'un des plus vastes projets d'infrastructure actuellement en Europe centrale. Cette étape marque une avancée concrète dans la phase de sélection des entreprises chargées des travaux. À terme, cette ligne doit permettre des vitesses allant jusqu'à 320 km/h et réduire fortement les temps de trajet entre les grandes villes polonaises. Pour le marché, le projet ouvre des perspectives importantes dans la construction ferroviaire, l'ingénierie, les équipements et les infrastructures de transport.

Plus d'informations : [Puls Biznesu](#)

Environnement

- politique climatique

Le président Karol Nawrocki a annoncé sur la plateforme X son intention de saisir le Sénat afin d'organiser un référendum sur la politique climatique de l'UE, critiquant son impact sur les prix de l'énergie, la compétitivité économique et l'agriculture. Il propose de poser aux Polonais la question suivante : « Êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'une politique climatique qui a entraîné une augmentation du coût de la vie des citoyens, des prix de l'énergie et des coûts d'exploitation des entreprises et des exploitations agricoles ? ». Le référendum, qui pourrait se tenir le 27 septembre 2026, doit être préalablement approuvé à la majorité absolue par le Sénat. La présidente du Sénat, Małgorzata Kidawa-Błońska, doit examiner la proposition d'ici les 20-21 mai mais elle a d'ores et déjà qualifié la proposition présidentielle de tendancieuse et « ne prenant pas les citoyens au sérieux ». La ministre du Climat et de l'Environnement, Paulina Hennig-Kloska a, pour sa part, estimé que ce référendum n'aurait aucune incidence sur la politique européenne et ne contribuerait pas à renforcer la résilience de la Pologne face au changement climatique.

Plus d'informations : [prezydent.pl](#)

- qualité de l'air

Le gouvernement a préparé un projet de nouvelle loi sur la qualité de l'air mettant en œuvre la directive européenne 2024/2881 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe. Le projet prévoit une profonde refonte du système de surveillance, de modélisation et d'évaluation de la qualité de l'air. L'un des éléments clés de cette réforme est la modification de la structure des zones d'évaluation de la qualité de l'air : leur nombre sera réduit de 46 à 28, afin d'optimiser les coûts et d'accroître l'efficacité de la gestion du système. Parallèlement, de nouvelles normes de qualité de l'air seront introduites, comprenant des niveaux limites modifiés ainsi que de nouvelles périodes de moyenne des concentrations. Pour rappel, en Pologne, la pollution de l'air provoque environ 30 000 décès prématurés chaque année.

Plus d'informations : [Portal Gov.pl](https://portal.gov.pl)

- transition écologique

Le 20 avril, le ministère du Climat et de l'Environnement a annoncé un nouveau programme intitulé « Transformation verte », dont l'objectif est de financer des actions visant à accélérer la transition climatique et énergétique. Le programme est financé par les Fonds norvégiens et les fonds de l'Espace économique européen, et son budget s'élève à 160 M€. Les actions seront mises en œuvre dans quatre grands domaines : le climat, l'énergie, la nature et l'économie circulaire.

Plus d'informations : [Portal Gov.pl](https://portal.gov.pl)

- eau

Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) a signé un accord avec Orlen Termika portant sur un financement de 125,4 M PLN (≈29 M€) pour la construction d'un système de récupération de chaleur à partir des eaux usées à la station de pompage de Żerań à Varsovie. La récupération de la chaleur résiduelle des eaux usées non traitées constitue une solution permettant de fournir davantage de chaleur aux consommateurs sans augmenter la production, ce qui favorisera une gestion plus durable des ressources. Cette nouvelle source permettra de réduire la consommation d'eau destinée au refroidissement et contribuera également à diminuer les émissions de CO₂ ainsi que d'autres substances polluantes, améliorant ainsi la qualité de l'air dans la capitale. La réalisation du projet permettra, à l'échelle annuelle de produire 320 497 GJ d'énergie thermique issue de sources renouvelables et de réduire les émissions de CO₂ d'environ 62 682 t (soit une baisse de plus de 3 % des émissions de CO₂).

Plus d'informations : [Portal Gov.pl](https://portal.gov.pl)

Le Centre national de recherche et de développement (NCBiR) a annoncé le cinquième appel à projets dans le cadre du programme gouvernemental HYDROSTRATEG. Le budget de cette édition s'élève à 200 M PLN (≈46,5 M€). Les fonds seront consacrés au développement et à la mise en œuvre de solutions visant à optimiser la gestion des ressources en eau du pays. Cette édition met particulièrement l'accent sur la lutte contre les effets des sécheresses et des inondations, ainsi que sur l'adaptation des villes au changement climatique. Les projets peuvent être soumis dans trois domaines : l'eau dans l'environnement, l'eau en milieu urbain et la navigation intérieure.

Plus d'informations : [Portal Gov.pl](https://portal.gov.pl)

Transport

Le 9 avril, le ministre des Infrastructures Dariusz Klimczak, a rencontré à Vienne son homologue autrichien Peter Hanke. Les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération dans le cadre du corridor de transport RTE-T Baltique–Adriatique et sur l'expérience de l'Autriche en matière de système de transport moderne. Le ministre polonais a salué le succès de la liaison ferroviaire Adriatic Express reliant Varsovie à Rijeka via Vienne, devenue l'une des lignes les plus populaires de 2025. À partir de 2026, le nombre de trajets

passera à six par semaine et la liaison sera prolongée jusqu'à Koper. Les deux ministres ont également évoqué la réforme des règles européennes sur le transport public ferroviaire et routier après 2030. Ils ont aussi parlé des propositions visant à simplifier et à réviser les réglementations de l'Union européenne relatives aux services publics dans le domaine du transport de passagers ferroviaire et routier, avec une attention particulière portée à la libéralisation du marché et au fonctionnement des transports ferroviaires après 2030.

Plus d'informations : [Portal Gov.pl](https://portal.gov.pl)

Le 8 avril à Wrocław, s'est tenue une rencontre bilatérale entre le ministre polonais des Infrastructures, Dariusz Klimczak, et le ministre tchèque des Transports, Ivan Bednárik. Il s'agissait de la première rencontre officielle des ministres après le changement de gouvernement en République tchèque en décembre 2025. Le vice-ministre tchèque des Transports, A. Kalous, a également participé aux discussions. Les échanges ont principalement porté sur le transport routier et ferroviaire, ainsi que sur le financement des infrastructures. Une attention particulière a été accordée à la mobilité militaire, dans la perspective du prochain cadre financier pluriannuel (CFP) de l'Union européenne pour 2028-2034.

Plus d'informations : [Portal Gov.pl](https://portal.gov.pl)

- ferroviaire

Alstom réalisera une rénovation complète de 11 locomotives électriques Traxx exploitées par Koleje Mazowieckie (KM), opérateur du transport ferroviaire de la région de Mazovie. Le contrat, d'une valeur d'environ 22 M€ concerne la maintenance lourde de niveau P5 des trains « push-pull ». Les travaux seront réalisés entre 2026 et 2027, avec une garantie de 19 mois accordée pour chaque locomotive après sa remise en service. Ces locomotives assurent des liaisons à forte capacité en Mazovie et dans l'agglomération de Varsovie. L'accord s'inscrit dans la stratégie de modernisation de la flotte de KM, qui prévoit l'acquisition de 101 nouveaux véhicules entre 2023 et 2025.

Plus d'informations : mazowieckie.com.pl

- mobilité durable

Le gouvernement polonais a annoncé le 7 mai que la société ElectroMobility Poland (EMP) a acté un accord avec le groupe taiwanais Foxconn pour mettre en place un pôle industriel de véhicules électriques à Jaworzno, dans le sud de la Pologne. Les deux parties s'engagent à développer et à produire des véhicules pour la toute première marque polonaise de véhicules électriques. Le nom de la marque n'a pas encore été choisi. Ce ne sera pas « Izera », comme évoqué par le passé. Les premières voitures (trois modèles) devraient sortir des chaînes de production en 2029. Le projet devrait bénéficier d'un financement du Plan National de Relance et de Résilience (PNRR) de 4,5 Mds PLN (~1 Md€).

Plus d'informations : [Portal Gov.pl](https://portal.gov.pl)

Plus de 41 000 demandes de subventions d'un montant supérieur à 1,3 Md PLN (≈300 M€) ont été déposées dans le cadre du programme *NaszEauto* visant à financer l'achat, le leasing et la location longue durée de véhicules électriques des catégories M1, M2 et N1. Le montant des aides sollicitées a dépassé l'enveloppe disponible fixée à 1,18 Md PLN (274 M€), atteignant 110,4 % du budget du programme. Les demandes dans le cadre du programme ont été acceptées du 3 février 2025 au 30 avril 2026. Le programme était financé par le PNRR.

Plus d'informations : [Portal Gov.pl](https://portal.gov.pl)

- maritime

Le 7 avril, Arkadiusz Marchewka, secrétaire d'État au ministère des Infrastructures, a signé une décision sur la transmission de 100 M PLN (≈ 23 M€) pour la construction d'un navire scientifique pour l'École polytechnique de Szczecin (Poméranie occidentale). Cette unité scientifique dotée de robots scrutant les fonds marins servira aux étudiants et aux professeurs afin de mener des recherches dans la Baltique et dans les eaux polaires. C'est le premier navire de ce type pour une université polonaise. Il doit être construit d'ici 2029.

Plus d'informations : portalmorski.pl

HONGRIE

Énergie

L'Autorité hongroise de régulation de l'énergie et des services publics (MEKH) a délivré la première certification d'installation autorisant la production d'hydrogène renouvelable et l'émission de garanties d'origine dans le sud-est du pays, à Kardoskút.

Plus d'informations : [Portfolio](#)

- pétrole

Les autorités hongroises et slovaques ont annoncé la reprise des flux de pétrole par le pipeline Druzhba le 23 avril après une interruption de près de trois mois. La Hongrie et la Slovaquie avaient conditionné leur accord à une aide de l'Union européenne à l'Ukraine de 90 Mds€ à la reprise de ces flux, accusant la partie ukrainienne de retarder les réparations.

Plus d'informations : [CEEnergy](#)

- nucléaire

Framatome a signé un accord avec plusieurs exploitants européens, dont MVM, pour développer un combustible nucléaire VVER-440 entièrement européen et souverain. Le projet vise à sécuriser et diversifier l'approvisionnement en combustible des réacteurs VVER en Europe centrale. La Hongrie y participe via la centrale de Paks, avec un objectif de continuité d'exploitation à long terme. Le programme comprend la conception des assemblages combustibles, puis des tests en conditions réelles avant autorisation.

Plus d'informations : [Framatome](#)

TCHÉQUIE

Nominations

Le ministère tchèque de l'Environnement (MZP) a annoncé, le 1^{er} avril, la nomination de Martin Kocanda au poste de secrétaire d'État. Il occupait jusqu'ici les fonctions de directeur du département de la gestion juridique et administrative d'État et de secrétaire d'État adjoint.

Plus d'informations : communiqué [MZP](#)

Energie

- électricité

Le 2 avril, l'énergéticien tchèque EPH a publié ses résultats 2025. Avec un chiffre d'affaires consolidé à 27 Mds€ (+15,9% en g.a) et un EBITDA en hausse de 17,6 % à 3 Mds€, EPH a été porté par le rebond de la production électrique et l'intégration de l'énergéticien slovaque Slovenské elektrarne. Ses actifs s'élèvent à 36,3 Mds€ (+37,5 %) et la dette financière nette atteint 5,59 Mds€ (+27 %) (ratio d'endettement net sur fonds propres à 1,9x contre 1,7x en 2024). A travers la création de la coentreprise paritaire TTEP avec TotalEnergies, le groupe opère un changement d'échelle majeur. Cette structure gère un parc de 14 GW, essentiellement composé de centrales à gaz situées en Europe de l'Ouest.

Plus d'informations : [rapport annuel EPH 2025](#)

Le 29 avril, TotalEnergies a finalisé l'acquisition, signée le 16 novembre 2025, pour 5,1 Mds€, de 50 % de la plateforme d'actifs de production d'électricité flexible d'EPH en Europe de l'Ouest. L'opération, approuvée par l'ensemble des autorités compétentes, a conduit à la création d'une coentreprise dédiée, TTEP, devenue 2^{ème} acteur européen de production d'électricité flexible avec une production associée de près de 30 TWh en 2025, et dont le siège est à Amsterdam. Avec 14 GW de capacités, installées ou en cours de construction, réparties en Italie, en France, au Royaume-Uni, en Irlande et aux Pays-Bas, TTEP dispose d'un portefeuille de projets de 5 GW de production d'électricité flexible et de solutions de stockage par batteries à grande échelle. Cette acquisition s'est accompagnée de l'entrée d'EPH au capital de TotalEnergies à hauteur de 4,2 % (95,4 M d'actions), faisant du groupe tchèque un de ses principaux actionnaires.

Plus d'informations : communiqués [EPH](#) et [TotalEnergies](#)

- pétrole

Le gouvernement tchèque a approuvé, le 2 avril, un dispositif d'urgence contre la hausse des prix des carburants. À compter du 8 avril, la marge maximale autorisée sur l'essence et le diesel non-premium a été plafonnée à 2,5 CZK/litre, soit 0,1€/litre, dans les stations-service. Le dispositif s'accompagne d'une baisse de l'accise sur le diesel à 2,35 CZK/litre TTC, soit ~0,096€/litre TTC, et de la publication par le ministère des Finances de [prix maximaux de référence](#). A compter du 27 avril, la marge maximale des distributeurs a été portée à 3 CZK, soit ~0,12€/litre. Il est actuellement prévu que ces mesures s'appliquent jusqu'à la fin mai 2026.

Plus d'informations : communiqué [ministère des Finances](#)

Environnement

Le ministère tchèque de l'Environnement a présenté le 23 avril un premier projet du Plan national de restauration de la nature, désormais ouvert à une consultation publique jusqu'au 15 mai. Ce document stratégique, élaboré dans le cadre du Règlement européen sur la restauration de la nature, vise à restaurer les fonctions écologiques du paysage (rétention d'eau, biodiversité, résilience climatique) à travers la revitalisation des cours d'eau, la restauration des zones humides ou le renforcement de la végétation dans les zones agricoles et urbaines. Il devra être transmis à la Commission européenne à l'automne 2026.

Plus d'informations : communiqué [MZP](#)

Fonds européens

La Tchéquie a soumis, le 30 avril, sa sixième demande de paiement au titre de la Facilité pour la reprise et la résilience, pour un montant attendu d'environ 25 Mds CZK (~1,02 Md€). La demande couvre 52 jalons et cibles, dont des investissements dans la santé, les transports, la culture et les économies d'énergie.

Plus d'informations : communiqué [MPO](#)

La Commission européenne a approuvé, le 13 avril, un régime tchèque d'aides d'État de 3,7 Mds€ destiné à soutenir la production de biométhane durable. Le dispositif, financé par des ressources nationales et ouvert jusqu'à fin 2030, soutiendra la construction de nouvelles unités de biométhane et la conversion d'installations de biogaz existantes.

Plus d'informations : communiqué de la [Commission européenne](#)

Le ministère tchèque de l'Industrie et du Commerce (MPO) a ouvert, le 21 avril, un appel au cofinancement national des Pôles européens d'innovation numérique II (EDIHs II), pour la période 2026-2029. Le dispositif vise à accompagner les PME et les administrations dans leur transformation numérique.

Plus d'informations : communiqué [MPO](#)

Le MPO a ouvert un appel de 100 M CZK (~4,1 M€) au titre du programme européen OP TAK pour renforcer la coopération entre les entreprises et les organismes de recherche. Destiné aux PME et aux petites ETI, le dispositif vise à accélérer le transfert de savoir-faire académique vers l'industrie, via le recours à un assistant de transfert de connaissances placé directement en entreprise. Les demandes pourront être déposées du 30 avril au 21 septembre 2026.

Plus d'informations : communiqué [MPO](#)

Le ministère tchèque de l'Environnement a lancé un nouveau système national de conseil en énergie destiné aux ménages, reposant sur un réseau de 450 conseillers. Ce dispositif, financé en partie par le Plan national de relance et de résilience, vise à accompagner les particuliers dans la rénovation énergétique de leur logement. Il s'accompagne de l'introduction d'un « passeport de rénovation » qui constitue une feuille de route individualisée pour optimiser les travaux et accéder aux subventions. Gratuit pour les ménages vulnérables, cet outil vise à améliorer l'efficacité des investissements et à accélérer le rythme de rénovation du parc résidentiel.

Plus d'informations : communiqué [MZP](#)

Le MZP a ouvert un appel national destiné à soutenir les porteurs de projets tchèques candidats au programme européen LIFE 2026. Le dispositif vise à faciliter le cofinancement de projets liés à la biodiversité, à l'économie circulaire, à l'adaptation climatique, à la gestion de la sécheresse et aux inondations, ainsi qu'à la réduction de l'intensité énergétique des bâtiments et de l'industrie. Les candidats retenus pourront obtenir un soutien national allant jusqu'à 25 % des dépenses éligibles, sous réserve de sélection par la Commission européenne.

Plus d'informations : communiqué [MZP](#)

Le MZP a présenté l'avancement du *Spa Research Centre* de Karlovy Vary, projet stratégique soutenu par le Programme européen pour une transition juste à hauteur de 212 M CZK (~8,6 M€). Porté par l'Institut de balnéologie, il vise à repositionner une région historiquement liée au charbon vers la recherche, l'innovation et les services à haute valeur ajoutée, en s'appuyant sur son industrie thermale. La région a déjà alloué 95 % de son enveloppe de transition juste.

Plus d'informations : communiqué [MZP](#)

Transports

Selon le ministère des Transports, l'activité de transport routier de marchandises a augmenté en 2025 de 5,1 % par rapport à 2024 atteignant un volume total de 465,39 Mt. Le trafic intérieur a représenté 82 % du fret transporté. Le volume de marchandises transporté par les trains (84,6 Mt) ne représentait que 20% des flux routiers. Le transport international a représenté les 2/3 du fret transporté. Enfin, 0,8 Mt de marchandises a été transportées par voies navigables.

- ferroviaire

Les services ferroviaires de passagers ont connu en 2025 une légère hausse annuelle de 1 % du nombre de passagers qui a atteint 192,2 M de voyageurs. Le trafic total, mesuré en kilomètre-passagers payants, a augmenté et s'élève à 11,017 Mds, son record historique. La distance moyenne parcourue par les passagers a augmenté à 57,3 km (contre 54,6 km en 2024).

L'opérateur national České dráhy a réalisé en 2025 un chiffre d'affaires de 59 Mds CZK (~2,4 Mds€), en hausse de 7,1% par rapport à 2024 et un bénéfice consolidé avant imposition de 1,8 Md CZK (~ 73,4 M€), en hausse de 46 % par rapport à 2024. Cette amélioration est principalement due à l'activité du transport de passagers, qui a enregistré, avec 168 M de passagers transportés, un bénéfice avant imposition de 98 M€, en hausse de 71,4%. La distance moyenne parcourue s'est élevée à 47,6 km, tandis que le volume total de transport de voyageurs a atteint 8 Mds de voyageurs-kilomètres. En 2025, l'activité de fret a transporté 57,8 Mt de marchandises, affichant une hausse annuelle de 2%. Le secteur a cependant enregistré une perte de 155 M€, principalement due à des coûts de restructuration et à la dépréciation d'actifs qui ne seront plus exploités à l'avenir.

Selon le groupe, cette restructuration vise à adapter la flotte, les effectifs et la structure des coûts de ČD Cargo à la baisse de la demande sur le marché européen du fret ferroviaire. Le segment des certifications a généré un bénéfice avant impôt de 18,3 M€, le segment gestion des biens de 93,6 M€, et les autres activités (ICT, réparation, ...) de 18,5 M€.

L'agence de notation Moody's a relevé la note de l'opérateur České dráhy à Baa1 avec une perspective stable, invoquant de meilleurs résultats, une liquidité renforcée et les mesures de restructuration mises en œuvre chez ČD Cargo. L'agence a également relevé la note de crédit de base de České dráhy de « ba2 » à « ba1 », attribuant ainsi au groupe sa meilleure note à ce jour. Pour l'entreprise, cette révision à la hausse revêt une importance particulière alors qu'elle se prépare à une phase d'investissements majeurs (plus de 30 Mds CZK, soit ~1,2 Md€) dans le matériel roulant et les installations de maintenance. Selon les indicateurs clés de l'agence de notation, České dráhy a atteint une marge d'EBIT d'environ 10% et un ratio dette/EBITDA inférieur à 6.

Pour plus d'informations : [České dráhy](#)

L'opérateur privé Leo Express a déposé un recours auprès de l'Autorité de protection de la concurrence UOHS. Il conteste l'appel d'offres lancé par la région de Bohême centrale pour l'exploitation des trains électrique dès décembre 2029, date de la fin du contrat en vigueur avec l'opérateur České dráhy. Ce contrat de 30 ans est estimé à 142 Mds CZK (~5,8 Mds€). L'opérateur a notamment contesté la taille du marché et ses paramètres techniques (la portée et la durée du contrat inutilement larges et longues), créant des restrictions de la concurrence en contradiction avec le 4^{ème} paquet ferroviaire. Leo Express critique également les conditions strictes fixées pour la qualification technique (notamment l'exigence « excessive » concernant l'expérience de 15 M de train-kilomètres parcourus).

L'opérateur national ČD a réintroduit le 1^{er} mai des liaisons ferroviaires directes longue distance entre Prague et Hambourg (6 heures de trajet) ainsi qu'entre Prague et Copenhague (près de 12 heures de trajet), malgré la prolongation des travaux de rénovation de la ligne Berlin-Hambourg. Le transporteur prévoit également de renforcer les liaisons internationales au départ de Brno, avec deux liaisons quotidiennes par « Railjet » vers Berlin et, à partir de la mi-juin, un train direct par jour reliant Brno à Hambourg.

Intérêt record pour l'exploitation des trains électriques régionaux : au total six opérateurs (Arriva, České Dráhy, Die Länderbahn CZ, GW Train Regio, Leo Express et RegioJet) participent à l'appel d'offres lancé par la région d'Ústí n. Labem pour le marché d'une valeur estimée à 19,4 MdsCZK (~0,8 Md€) relatif à l'exploitation, à compter de décembre 2031 et pendant 15 ans, par de nouveaux trains BEMU (unités multiples électriques à batterie) des 5 lignes régionales.

- routier

Malgré une hausse en 2025 de 4 M du nombre de voyageurs, à 349 M, le transport de passagers en bus n'a toujours pas dépassé le niveau pré-pandémie (354 M). La distance moyenne parcourue était de 159 km, au même niveau qu'en 2024.

Le rapport annuel de la Cour suprême de contrôle NKU relève un déficit d'environ 2 000 places de stationnement pour les camions, le report constaté de la construction de nouvelles aires de repos et les faibles prix de leur location (en Pologne, ces montants de location sont vingt à cinquante fois plus élevés et indexés sur l'inflation). Le rapport critique également le contrôle insuffisant des camions surchargés qui accélèrent l'usure des autoroutes et des ponts.

- aérien

Le Service de contrôle du trafic aérien (ŘLP) a annoncé un bénéfice net de 498 MCZK (~20,3 M€) au titre de l'année 2025, en hausse de 69% par rapport à 2024, dû à une augmentation du trafic aérien dans l'espace aérien tchèque et à la hausse des frais pour les services de navigation. Le chiffre d'affaires a augmenté de 21 % pour atteindre 5,91 Mds CZK (~241 M€).

Le gouvernement a entamé les négociations visant à placer l'aéroport international de Karlovy Vary sous contrôle militaire, tout en conservant les activités de trafic civil. Cette transformation devrait s'accompagner d'un investissement de plus d'1 Md CZK (~40,8 M€) pour l'extension et l'agrandissement de la piste d'atterrissage, actuellement inaccessible aux grands avions des destinations lointaines. L'aéroport assure des liaisons charters vers la Bulgarie, Israël, la Turquie et l'Ouzbékistan.

Le ministère des Transports examinera la possibilité de renouveler les vols directs entre Prague et la capitale slovaque Bratislava arrêtés en 2019. Si aucun modèle commercial n'est trouvé avec les opérateurs, le ministre slovaque des Transports, Jozef Ráž, a admis l'option d'une obligation de service public, à l'instar de la ligne intérieure Bratislava-Košice, exploitée par Wizz Air avec un soutien de l'État depuis novembre 2025. La ligne couvrirait la distance entre les deux métropoles (actuellement de 3,5 heures en voiture, de 4 heures et 25 minutes en train et de 4h15 en bus) en environ 60 minutes.

L'Autorité de protection de la concurrence, UOHS, a lancé le 4 mai la procédure administrative en matière d'autorisation du rachat des compagnies aériennes tchèques Smartwings et CSA par l'opérateur low-cost turc Pegasus Airlines via sa filiale néerlandaise Pegasus Europe. Les deux sociétés tchèques ne devraient ainsi pas être privées de leur statut de transporteurs européens. La transaction annoncée l'année dernière et d'un montant de 3,75 Mds CZK (~153 M€) nécessite une approbation des autorités de l'aviation civile.

SLOVAQUIE

Guerre en Ukraine

Le 22 avril, le fonctionnement de l'oléoduc Druzhba a été rétabli, le pétrole russe a atteint la raffinerie Slovnaft le 23 avril. Pour mémoire, suite à une attaque russe sur cet oléoduc, l'approvisionnement en pétrole russe vers la Slovaquie s'est arrêté le 27 janvier.

Le 29 avril, la Commission européenne a décidé d'ouvrir des procédures d'infraction en envoyant des lettres de mise en demeure à la Hongrie et à la Slovaquie au motif que les prix des carburants fixés sont discriminatoires pour les conducteurs de voitures immatriculées à l'étranger. Initialement, cette mesure avait été adoptée pour une durée de 30 jours seulement, mais elle a été prolongée le 17 avril. Selon la Commission, ces mesures enfreignent plusieurs dispositions du Droit européen, notamment la libre circulation des marchandises, la libre circulation des services, la libre circulation des travailleurs et leur égalité de traitement, la libre circulation des services de transport routier et la liberté d'établissement.

Suite au remboursement du prêt de pétrole à partir des réserves stratégiques de l'Etat par Slovnaft, le 5 avril, et le rétablissement du flux dans Druzhba le 22 avril, la Slovaquie a progressivement levé les différentes mesures et restrictions. Tout d'abord, lors du Conseil des ministres du 8 avril, le gouvernement a levé la restriction des exportations de diesel et la restriction de vente de diesel à 400€ par véhicule. Par la suite, au vu de la lettre de mise en demeure adressée par la Commission à la Slovaquie, le 6 mai, le gouvernement a levé la restriction en matière d'achat de diesel et abandonné la double tarification.

La Slovaquie a finalement saisi la Cour de justice de l'UE contre REPowerEU le 24 avril. Elle invoque le fondement juridique de la décision qui aurait dû, selon le gouvernement slovaque, être prise à l'unanimité et non à la majorité qualifiée. Le ministre slovaque de la Justice qui a déposé ce recours, M. Susko, considère que cette action vise à « défendre et protéger les principes fondamentaux sur lesquels l'UE a été fondée ».

Énergie

Le ministère de l'Economie veut affiner davantage les critères du bouclier tarifaire dont bénéficient environ 90 % des ménages slovaques. Le ministère veut exclure de cette aide énergétique les maisons et les appartements utilisés par les propriétaires à des fins entrepreneuriales. Les nouvelles règles pourraient entrer en vigueur à partir du 1^{er} juillet.

- électricité

Le Premier ministre slovaque Robert Fico a déclaré mi-avril qu'il serait en faveur d'une potentielle acquisition de 17 % du capital du principal électricien du pays, Slovenske elektrarne. Cette acquisition permettrait à l'Etat slovaque de devenir l'actionnaire majoritaire du groupe. Pour mémoire, Slovenske elektrarne a été privatisé en 2006 en vendant 66 % des actions au groupe italien Enel. Enel a progressivement réduit sa participation au profit du groupe tchèque EPH qui, depuis 2025, contrôle 66 % de Slovenske elektrarne, les 34 % restants représentent la part publique. Le 30 avril, la vice-Première ministre et ministre de l'Economie a rappelé qu'avec l'achèvement du quatrième bloc nucléaire à Mochovce, l'Etat disposait d'un droit de préemption sur ces 17 %.

- gaz

Le 15 avril, l'Autorité de régulation a pris sa décision concernant une hausse des tarifs de transit du gaz. La hausse de 10 % est valide depuis le 1^{er} mai. Pour mémoire, le réseau de transit est opéré par la société Eustream (société à 51 % publique sous contrôle managérial du groupe tchèque EPH détenant 49 %). Le réseau est doté d'une capacité de 90 Mds m³/an, mais depuis le début de la guerre en Ukraine, le transit a progressivement baissé (10,23 Mds m³ entre août 2024 – juillet 2025 selon les dernières données publiées par Eustream) ce qui a négativement impacté la situation financière de l'entreprise. Eustream a d'ores et déjà augmenté le tarif de 93 €/MWh/jour en 2024 à 328,5 €/MWh/jour en 2025. Fin 2025, la société a sollicité auprès de l'Autorité de régulation une revalorisation tarifaire de 70%. Cette demande a toutefois été rejetée par le régulateur, qui a limité la hausse à 10% dans l'optique de protéger les industries énergivores contre une escalade des prix. Eustream conteste une telle décision et a annoncé un plan de licenciement massif qui devrait toucher 1/5 de ses 582 employés.



[Transit du gaz à travers la Slovaquie](#)

Lors du Conseil des ministres du 29 avril, le gouvernement a mandaté l'entreprise publique SPP pour garantir, au titre de l'intérêt général, le remplissage des capacités de stockage de gaz sur le territoire slovaque. Cette mesure vise à sécuriser l'approvisionnement pour la saison de chauffe 2026/2027. Les objectifs de stockage ont été fixés selon un calendrier précis : atteindre 5,644 TWh au 1^{er} juillet 2026, puis 13 TWh au 1^{er} septembre, pour culminer à 17,512 TWh (représentant 35% de la consommation annuelle) sur au moins une journée entre le 1^{er} octobre et le 1^{er} décembre 2026. Pour mémoire, au 11 mai, les réserves slovaques s'élevaient à 9,5788 TWh soit 26,1 % de la capacité des réservoirs. Le texte se conforme au règlement européen 2017/1938 selon lequel l'objectif de remplissage des Etats membres est ramené à 35 % de leur consommation annuelle de gaz.

Plus d'informations : [Slovakia mandates national supplier SPP to store 17.5 TWh of natural gas](#)

- nucléaire

Le 9 avril Framatome a signé un contrat avec 4 exploitants européens de réacteurs VVER 440 – Slovenske elektrarne (SK), Fortum (FI), MVM (HU) et CEZ (CZ) – pour le développement de son combustible VVER 100 % souverain européen. Le PDG de Slovenske elektrarne, Branislav Strycek, a rappelé que pour garantir la solidité du pilier nucléaire sur le long terme, il faudrait maîtriser le combustible nucléaire. Le projet de combustible européen souverain renforce, à son avis, la prévisibilité de l'exploitation et la résilience de l'industrie nucléaire. Ces travaux s'inscrivent dans le projet « SAVE » - Framatome SAFE and Alternative VVER European Projet financé par l'UE.

Plus d'informations : www.framatome.com

Le 22 avril, le gouvernement a approuvé la possibilité de recourir aux différentes réductions de la contribution au Fonds national nucléaire. Cette contribution sous forme d'un tarif est incluse dans le prix de l'électricité facturée aux consommateurs et permet de financer le démantèlement nucléaire et la gestion des déchets nucléaires. Les entreprises énergivores qui étaient obligées d'arrêter la production au-delà d'un an pourront bénéficier désormais de différentes réductions de ce tarif après le redémarrage de leur production.

Le 29 avril, la vice-Première ministre et ministre de l'Economie Denisa Sakova a signé un accord avec la sous-secrétaire d'État déléguée aux affaires politiques des Etats-Unis, Allison Hooker et la vice-Présidente de Westinghouse Margaret Cosentin pour réaliser une étude analytique en matière de nouvelle centrale nucléaire. La Slovaquie a obtenu une subvention de 5 M€ de la part du gouvernement américain pour réaliser cette analyse. Elle devrait se focaliser tant sur l'aspect technologique du réacteur AP1000 de Westinghouse que sur le volet financier du projet. L'étude devrait durer six à sept mois.

- *chaleur*

La société publique chargée de la chaleur urbaine, MH Teplarensky, a lancé le 28 avril un appel d'offre sur la construction d'un caloduc d'environ 16 km, reliant la source géothermique avec Kosice (deuxième ville du pays située à l'est). La valeur estimée de ce marché s'élève à 67,7 M€ et les intéressés peuvent répondre jusqu'au 25 mai.

Plus d'informations : ted.europa.eu

Transport

- *routier*

Fin avril, la région de Trenčin (Slovaquie occidentale) a inauguré la piste cyclable entre Trenčin et Dubnica nad Vahom (13 km). Ce projet de 9 M€ a été financé par le Plan de relance et de résilience (6,8 M€) et la région (2,2 M€). Pour mémoire, le PNRR a alloué 100 M€ à la construction des pistes cyclables en Slovaquie.

Le 13 avril, la Société nationale des autoroutes a signé un contrat avec les sociétés Eurovia et SMS (les deux du groupe Vinci) pour construire un carrefour sur l'autoroute D2 (l'autoroute Bratislava – frontière SK/CZ). Le contrat s'élève à 16,8 M€.

La société municipale de transport public située dans la deuxième ville du pays, Kosice (225 000 habitants, est du pays), a signé un contrat avec la société tchèque SOR Libchavy. SOR a remporté le marché public portant sur 30 bus à plancher surbaissé dont quinze de 12 m et quinze de 18 m de long. Il s'agit de bus fonctionnant au GNC. La valeur de ce contrat s'élève à 13,8 M€ et les premiers bus devraient être livrés à partir de l'été 2027.

- *ferroviaire*

La société publique chargée du transport ferroviaire des passagers, ZSSK, financera l'achat de 16 trains à batteries électriques par les fonds européens. Le contrat conclu avec les sociétés Skoda Transportation (CZ) et ZOS Trnava (SK) s'élève à 144 M€ hors TVA et comprend une option sur 20 trains supplémentaires. Ces trains devraient progressivement être déployés à partir de 2028.

La modernisation des rails à travers le pays se poursuit, avec l'achèvement des travaux sur l'axe Bratislava-Zilina, permettant désormais d'attendre une vitesse de 160 km/h. Dans le cadre de cette extension, le gestionnaire d'infrastructure ferroviaire ZSR a attribué le marché du tronçon Vydrník – Markusovce au consortium ayant présenté l'offre la plus basse. L'offre a été déposée par le consortium Tempra, Doprastav, Vahostav pour un montant de 473,3 M€, soit seulement 0,5 M€ de moins que l'offre concurrente incluant Eurovia (groupe Vinci). Ce projet constitue historiquement le chantier de modernisation le plus coûteux du pays.

- *aérien*

Au premier trimestre 2026, l'aéroport de Bratislava a enregistré un nombre record de 679 000 passagers soit une hausse de 148 % en glissement annuel. Le nombre de vols a augmenté de 45 % pour atteindre 7 058 arrivées et départs. Le transport aérien de marchandises a connu une augmentation de 24 % et il s'est établi à 5 461 t au premier trimestre 2026.

Environnement

L'Association slovaque de producteurs de ciments informe qu'en 2025, ses membres ont remplacés 77 % des combustibles fossiles par des combustibles alternatifs soit au total

370 000 t de combustibles alternatifs. Pour mémoire, la moyenne européenne n'est que de 58 %.

Le 21 avril, la ville de Zilina (80 000 habitants, nord du pays) a lancé un appel d'offres relatif à la gestion des déchets municipaux. La valeur estimée de ce marché s'élève à 45 M€. Le contrat portera sur 4 années (2027-2030). Les intéressés peuvent envoyer leurs offres jusqu'au 22 mai.

Plus d'informations : ted.europa.eu

Six projets portés par les sociétés OFZ, Slovnaft, CEMMAC, Knauf Insulation et Enviral bénéficieront d'une aide européenne de 150 M€ à partir du Fonds de modernisation. Cela concerne les investissements dans les technologies les plus modernes qui devraient permettre de réduire les émissions des gaz à effet de serre (240 000 t de CO₂ économisées). Dans le même temps, le Fonds de modernisation a lancé un troisième appel à projets d'une allocation de 425 M€.

La société publique de chauffage urbain MH Teplarensky poursuit son projet de décarbonation de la production de chaleur à Zilina. Mi-mai 2026, deux unités de cogénération d'une valeur de 30 M€ devraient réduire les émissions de 12 000 t et la consommation de charbon de 26 000 t. Deuxièmement, MH Teplarensky prévoit un investissement de 60 M€ dans une nouvelle chaudière à bois déchiqueté ce qui devrait diminuer les émissions de 36 000 t/an. Au total, cet investissement de 90 M€ est en grande partie financé par le Fonds de modernisation.

LITUANIE

Energie

- hydrocarbures

Compte tenu de la flambée des prix de l'énergie en Lituanie et en l'absence de dispositif de soutien ciblé sur les secteurs les plus exposés, le gouvernement n'autorise qu'une augmentation des prix par jour aux distributeurs de carburant. Le conseil national de régulation énergétique (NERC) est autorisé à sanctionner tout manquement. Cette mesure fait suite à la publication quotidienne, instaurée en avril par l'Agence lituanienne de l'énergie, des tarifs fixés par chaque distributeur de carburant. Ces dispositifs, déjà mis en place en Allemagne et en Autriche centralisent les informations sur les prix des carburants afin que les consommateurs tirent avantage de la concurrence entre les distributeurs.

Le ministère de l'Economie et de l'Innovation complète ces mesures par un plan de soutien de 100 M€. Distribué sous forme de prêts par la banque de développement ILTE, cet instrument doit permettre aux entreprises touchées par la hausse des prix du pétrole de maintenir leur fonds de roulement.

Plus d'informations : Ministry of Energy of the Republic of Lithuania, Ministry of the Economy and Innovation of the Republic of Lithuania

Transport

- ferroviaire

Après un départ forcé, début avril, du PDG de la société LTG, E. Lazauskas, le directeur financier, A. Rumskas a été nommé directeur par intérim. Le Conseil d'administration de LTG justifie cette décision par une nouvelle stratégie visant à renforcer le volet défense et la mobilité militaire.

Le gouvernement a accepté le tracé proposé par LTG pour la ligne ferroviaire à grande vitesse reliant Kaunas à Vilnius, d'un montant total de 2,5 Mds€ et qui devrait être achevé en 2033. Les acquisitions de terres dans les districts de Kaišiadorys, Elektrėnai, Trakai et Vilnius devraient débuter début 2030. Intégré à la phase 2 de Rail Baltica, ce segment doit permettre l'interconnexion de Vilnius avec la ligne principale. Cette dernière, reliant Tallinn à Varsovie

correspond à la phase initiale du projet. Le gouvernement a également validé la saisie de 279 parcelles (447 hectares) et 12 bâtiments dans les districts de Kaunas et Jonava pour la première phase de Rail Baltica, avec un objectif d'achèvement des acquisitions d'ici 2027.

LTG a lancé une commission d'investigation sur les causes du déraillement de deux trains de fret, survenu les 1^{er} et 2 mai, à Gudžiūnai (district de Kėdainiai) et Jiesija (district de Kaunas). Ces déraillements ont entraîné de fortes perturbations du trafic de marchandises et de passagers sur l'ensemble du réseau. Les autorités ont écarté la piste de sabotage et privilégient la piste de défaillances techniques, notamment du système de signalisation. L'unité d'infrastructure de LTG juge le réseau sûr mais estime qu'il faudra investir des centaines de millions d'euros au cours de la prochaine décennie afin d'accélérer sa rénovation. Actuellement la Lituanie rénove 30 km de voies ferrées par an, alors que l'état du réseau nécessiterait la rénovation de 60 km par an. Actuellement près de 40 % du trafic reste contrôlé par un système soviétique.

Plus d'informations : [LTG « Rail Baltica »](#) , [LTG Actualités](#)

- routier

Le président Nausėda a promulgué la loi sur les routes votée par le Seimas en avril dernier qui facilite le recours aux Partenariats Publics Privés (PPP) pour la construction, la modernisation, l'entretien et l'exploitation des infrastructures routières nationales. Jusqu'à présent, le recours aux PPP n'était autorisé que pour les nouvelles infrastructures routières. Avec cette loi, toutes les routes y seront désormais éligibles. L'objectif du gouvernement est de favoriser la mobilisation de capitaux privés pour financer des infrastructures essentielles. Ces chantiers, particulièrement onéreux, s'inscrivent dans un contexte budgétaire contraint où la priorité nationale est accordée aux dépenses de défense.

Plus d'informations : [Ministry of Transport and Communications](#)

Biodiversité

Le ministère lituanien de l'Environnement a achevé la réglementation des zones naturelles protégées, définissant leurs limites exactes ainsi que les activités autorisées. Par ailleurs, compte tenu des préoccupations des associations environnementales et en accord avec les représentants de l'industrie sylvicole, le taux d'abattage des arbres, fixé par le service forestier national (VMT), pour la période 2024-2028 a été revu à la baisse par le ministre (-4,6%).

Plus d'informations : [Ministry of Environment of the Republic of Lithuania, Lower rate of deforestation](#)

Logement

Le gouvernement lituanien prévoit d'allouer 40 M€ à la rénovation énergétique et la modernisation des bâtiments publics en 2026, tirés du fonds de modernisation. 59 municipalités sont éligibles à ces dispositifs de soutien et devront déposer un dossier auprès de l'agence des projets environnementaux (APVA) qui n'est autorisée à financer que 50% du montant total des rénovations. Les municipalités doivent financer au moins la moitié des projets, soit en fonds propre soit en faisant appel à la banque publique d'investissement (ILTE). Ses capacités de financement sont renforcées depuis sa récente refondation en véritable banque d'investissement qui emprunte sur les marchés à taux bas pour financer des projets rencontrant des difficultés à se financer auprès d'acteurs privés.

Plus d'informations : [Ministry of Environment of the Republic of Lithuania](#)

LETTONIE

Énergie

En 2025, Latvenergo, l'entreprise publique du secteur énergétique, a enregistré des résultats en baisse. Son chiffre d'affaires s'établit à 1,566 Md€ (-8%) et son bénéfice à 198,8 M€ (-27%). Un versement de 141 M€ de dividendes à l'État letton est prévu, dans un contexte de recul des prix de l'électricité et de diminution de la production hydraulique sur la Daugava (-8%). La

production totale s'est élevée à 4,7 TWh, dont 3,1 TWh d'origine renouvelable, marquée par une forte progression du solaire et de l'éolien. Parallèlement, le groupe a consolidé sa présence régionale, réalisant près de la moitié de ses ventes hors de Lettonie. Ses investissements ont connu une forte progression (+49%, s'élevant à 792,2 M€), ciblant prioritairement les réseaux et les énergies renouvelables. Plusieurs projets majeurs ont été lancés ou achevés dans les pays baltes, et la stratégie du groupe vise à poursuivre l'augmentation des capacités renouvelables (portefeuille de 1 144 MW) afin de renforcer l'indépendance énergétique régionale dès 2026.

Plus d'informations : [LSM](#)

- gaz

Dans le cadre des préparatifs pour la prochaine saison de chauffage, un chargement de gaz destiné au stockage dans l'installation souterraine d'Inčukalns a été livré au port de Klaipėda (Lituanie) par la compagnie énergétique estonienne Elenger. Un méthanier affrété par la société norvégienne Equinor a acheminé du gaz naturel liquéfié, qui, après son déchargement dans un terminal flottant, transitera via les réseaux lituanien et letton jusqu'au site de stockage souterrain d'Inčukalns. Le Arctic Aurora a été chargé au terminal de Hammerfest en Norvège le 12 avril et décharge actuellement environ 1 TWh de GNL au port de Klaipėda, soit près de 12% de la consommation annuelle de gaz de la Lettonie en 2025. Selon Elenger, la majorité des approvisionnements pour l'hiver prochain sera acheminée au printemps depuis la Norvège et les États-Unis vers la région baltique, via les ports d'Inkoo (Finlande) et de Klaipėda (Lituanie).

Plus d'informations : [BB](#)

- carburant

Le gouvernement letton a adopté, le 14 avril, un nouveau cadre réglementaire élaboré par le ministère du Climat et de l'Énergie, visant à renforcer l'information des consommateurs. Les exploitants de stations-service et de points de recharge devront désormais fournir des données détaillées sur le type, l'origine, la composition et les caractéristiques des carburants ainsi que des prix comparables par 100 km pour les différentes sources d'énergie. Ces indicateurs, calculés via le système ERIS et publiés trimestriellement sur le portail national de données ouvertes, visent à faciliter la comparaison des coûts et à orienter les choix des usagers. Le contrôle sera assuré par le Centre de protection des droits des consommateurs et le Service d'État de l'environnement, dans le cadre de la mise en œuvre des exigences européennes en matière de transparence et de carburants alternatifs.

Plus d'informations : [Ministère de l'Énergie et du Climat.](#)

Infrastructure

Le gouvernement letton a soutenu, le 28 avril, une proposition du ministère du Climat et de l'Énergie visant à abroger le régime dérogatoire adopté en 2022 pour accélérer les projets d'énergie renouvelables. Ce dispositif, inauguré dans un contexte de guerre en Ukraine pour renforcer rapidement la sécurité énergétique, est désormais jugé obsolète et source de complexité réglementaire. Les promoteurs privilégient davantage le cadre juridique ordinaire. Un projet de loi d'abrogation est attendu d'ici fin avril. Lors de la réunion du Cabinet des ministres, une décision a également été prise concernant l'approbation de deux projets de parcs éoliens (« EKO Ziemeļi » et « Kurzeme »), représentant un investissement total de 450 M€.

Plus d'informations : [Ministère de l'Énergie et du Climat.](#)

Transport

- fret

Au premier trimestre 2026, le volume de marchandises traitées dans les ports lettons a diminué de 14,2% en glissement annuel, s'établissant à 7,782 Mt. Le vrac demeure la principale catégorie de fret avec 3,462 Mt traitées sur la période, en baisse de 11,8%, dont 1,171 Mt de céréales et de produits céréaliers (-12,3%). Les volumes de copeaux de bois ont reculé de 10,5% à 751 900 t, tandis que les expéditions de produits chimiques ont chuté de 16,5% à 95 400 t.

Le fret général a également baissé de 15% à 2,826 Mt, dont 1,136 Mt de conteneurs (-9,6%). Le trafic de cargaisons liquides a diminué de 17,7% à 1,494 Mt, les produits pétroliers représentant 1,275 Mt (-22,5%). Le port de Riga demeure le principal hub avec 3,994 Mt (-8,2%), suivi de Ventspils (1,778 Mt, -25,2%) et de Liepaja (1,519 Mt, -5,3%).

Plus d'informations : [Zinas | Nozare.lv](#)

- mobilité durable

Le gouvernement letton a approuvé, le 21 avril, un nouveau programme de soutien à l'acquisition de véhicules à faibles émissions destiné aux particuliers, doté d'une enveloppe de 40 M€ et mis en œuvre jusqu'au 31 décembre 2029. Ce dispositif vise à accélérer la transition du secteur des transports et à renforcer la décarbonation. Le programme couvre l'achat de véhicules électriques, hybrides rechargeables et à hydrogène. Les aides varient de 3 000 à 9 000€ selon le type de véhicule, avec des majorations pour les titulaires de la « carte de famille honorifique lettone », en particulier pour les familles nombreuses (avec un bonus de 1 000€ par enfant supplémentaire au-delà de trois). Comme dans le programme précédent, le plafond de prix des véhicules éligibles demeure inchangé : jusqu'à 45 000€ (hors TVA) et jusqu'à 60 000€ (hors TVA) pour les véhicules à six ou sept places. Ce programme s'inscrit dans la continuité du précédent mécanisme, jugé efficace par le ministère du Climat et de l'Énergie, avec 6 467 bénéficiaires et 34% des véhicules électriques immatriculés acquis avec une aide publique.

Plus d'informations : [Ministère de l'Énergie et du Climat](#).

ESTONIE

Énergie

- hydrogène

Le groupe Northern Europe Energy Group et Vindr Baltics ont annoncé leur intention de construire un complexe industriel majeur dans la municipalité de Häädemeeste (comté de Pärnu). Ce projet de 1 Md€ comprendra une usine d'hydrogène vert ainsi qu'un centre de données, tous deux alimentés par l'énergie éolienne. Situées à Urissaare, près de la frontière entre l'Estonie et la Lettonie, ces installations devraient entrer en service en 2031 et générer au moins 100 emplois directs dans la région.

Selon les termes de l'accord, Vindr Baltics agira en tant que producteur d'électricité éolienne pour alimenter l'usine d'hydrogène vert via le réseau électrique estonien. Un protocole d'accord, signé ce vendredi 8 mai à Tallinn, définit les conditions tarifaires et garantit une période d'approvisionnement à long terme. Ce cadre contractuel offre aux deux parties une base stable et prévisible pour sécuriser leurs investissements respectifs et planifier les étapes de développement futures.

La cérémonie de signature souligne l'importance stratégique du projet, avec la présence de personnalités de haut rang telles que le ministre de l'Énergie et de l'Environnement, Andres Sutt, et l'ambassadeur de Norvège en Estonie, Marius Dirdal. Les dirigeants des deux entreprises, Tor Arne Pedersen pour Northern Europe Energy Group et Marko Viiding pour Vindr Baltics, étaient également présents pour entériner cette collaboration tournée vers la transition énergétique.

Plus d'informations : [News ERR](#)

- gaz

Le gestionnaire de réseau estonien Elering a surpris l'ensemble du secteur en annonçant un projet de centrales au gaz naturel réparties sur l'ensemble du territoire estonien d'une capacité de 900 MW achevées d'ici 2035. Cet investissement massif, représentant plus de la moitié de la consommation de pointe du pays, a pris de court les industriels, les producteurs d'énergie et les partisans du nucléaire, ces derniers y voyant une manœuvre pour bloquer leurs futurs projets de réacteurs.

De plus, le récent Plan national pour l'énergie et le climat (ENMAK) approuvé par le gouvernement en janvier, ne prévoyait aucunement un projet d'une telle envergure. L'annonce surprise, a positionné le gouvernement au centre des critiques jugé pour son manque de positionnement clair en matière énergétique.

Plus d'informations : [ERR](#)

Infrastructure

Réunis à Tallinn le 17 avril, les chefs de gouvernement d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie ont réaffirmé leur détermination à achever le tronçon principal de Rail Baltica d'ici 2030, malgré les doutes de plus en plus forts sur le respect de cette échéance. Le Premier ministre estonien, Kristen Michal, a souligné que ce projet n'est pas seulement un moteur de croissance économique et d'emploi, mais aussi un maillon essentiel pour la sécurité de l'OTAN, en facilitant la logistique sur le flanc oriental. À ce jour, l'Estonie a déjà sécurisé plus de 60 % du financement de la première phase et les travaux sont lancés sur plus de la moitié du tracé national ; 43% à l'échelle régionale.

Au-delà de sa future exploitation, le projet est présenté comme un moteur économique actuel dont les recettes fiscales irriguent déjà les budgets nationaux à chaque contrat signé. Rail Baltica remplit une double mission cruciale : renforcer la compétitivité commerciale de la région par une connectivité fret et passagers moderne, et assurer la sécurité collective du flanc oriental de l'Europe en facilitant la mobilité militaire des forces de l'OTAN.

Pour maintenir cette trajectoire, les dirigeants ont identifié des priorités techniques et financières immédiates. L'année 2026 sera décisive pour l'appel d'offres sur les systèmes de signalisation, la commande ferme du matériel roulant (trains) et, surtout, la sécurisation du financement européen alors que les négociations pour le prochain cadre budgétaire pluriannuel 2028-2034 sont en cours.

Plus d'informations : [RB](#)

Agenda

13 mai	Energētika 2026 - Dienas Bizness , Riga
18-19 mai	Congrès du biométhane , Varsovie
25-26 mai	14th edition of National Energy Summit OSE , Gdańsk
8-10 juin	Polish Wind Energy Association Conference 2026 , Świnoujście
15-16 septembre	RE-Source Poland 2026 , Varsovie
21-24 septembre	TRAKO International Railway Fair , Gdańsk
6-7 octobre	Energy Storage Summit Central Eastern Europe 2026 , Varsovie
10 octobre	Maritime Economy Forum , Gdynia
17-19 novembre	Future Energy Week Poland 2026 , Varsovie
27 novembre	Conference Look at the Future of Mobility 2026 , Riga

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : kamila.pluciennik@dgtresor.gouv.fr